

ATELIER MENAGES ET CRISE

Marseille 24-25-26 mars 1997

**"Comment consommateurs et producteurs boliviens
tentent de parer à la diminution de leurs ressources
monétaires"**

**Alain FRANQUEVILLE
ORSTOM**

André Franqueville
Atelier "Ménages et crise"

Comment consommateurs et producteurs boliviens tentent de parer à la diminution de leurs ressources monétaires

Le contexte bolivien:

Crise économique au tournant des années 1980. Effondrement des cours mondiaux de l'étain, première et quasi unique exportation du pays. Non compétitivité de la production bolivienne. Hyper-inflation célèbre.

Programme d'ajustement structurel appliqué depuis 1985, selon mêmes mesures et avec les mêmes conséquences qu'en Afrique.

Difficulté de l'étude proposée parce que les données antérieures à "la crise" sont rares et parfois difficilement comparables avec celles plus récentes.

1) En milieu urbain

Deux des stratégies alimentaires dont disposent les ménages urbains, face à une diminution de leurs ressources monétaires :

- modifier de leur consommation alimentaire,
- rechercher d'autres modes d'approvisionnement alimentaire

- Les modifications de la consommation alimentaire

Les modifications apportées peuvent être observées sur deux registres :

1) Le nombre et la nature des aliments consommés. 2) La structure de l'apport nutritionnel

1) Modification du nombre des aliments et de la composition du régime alimentaire

La diminution du nombre des aliments composant le "panier alimentaire" : cas de El Alto de La Paz, ville la plus pauvre du pays juxtaposée à celle de La Paz, en forte expansion démographique sous l'effet d'un flux continu d'immigrants. 60.8 % du budget des ménages sont consacrés à l'alimentation (La Paz : 45.4 %).

En 1981 : 39 produits constituaient le "panier alimentaire".

En 1984 : 30 produits,

En 1992 : 25 produits.

Entre 1981 et 1992, on note la disparition du "panier de la ménagère" des produits suivants : salade verte, concombre, mangue, papaye, *oca*¹, patate douce, lait, mouton, thé, glaces, chocolat.

Si les trois derniers relèvent du superflu, la disparition d'autres (légumes verts et surtout les fruits), signifie un appauvrissement de l'apport nutritionnel, en particulier de l'apport en vitamines (fruits), de l'apport protéique (mouton, lait), ou encore une plus grande monotonie du régime alimentaire (disparition de tubercules tels que la *oca*, ou la patate douce).

¹ Tubercule andin (*Ocaus tuberosa* Molina).

2) Modifications de la structure de l'apport nutritionnel des aliments

Les grandes "lois" d'évolution des modèles agro-nutritionnels, que l'on retrouve partout à mesure que les revenus augmentent sont :

- d'abord une augmentation puis une stabilisation et une diminution des calories fournies par les céréales, les racines et tubercules,
- une diminution de l'apport en légumes secs
- une augmentation des apports d'origine animale (viandes, lait, corps gras).

On peut donc supposer qu'à l'inverse, un blocage de la croissance des revenus, et plus encore une diminution de ceux-ci, doivent avoir pour effet de ralentir cette évolution ou même de l'inverser.

Tableau 1. La Paz. Evolution de l'apport nutritionnel (en %) des principaux groupes d'aliments

Groupes d'aliments	Calories			Protéines		
	1982	1990	Evol.	1982	1990	Evol.
Céréales	28,7	38,1	↑	20,2	32,3	↑
Viande	8,4	7	↓	27,5	28,1	≈
Poisson	5,9	0,5	↓	20,3	2,8	↓
Mat. grasses	7,1	9,7	↑			
Lait oeufs	5,6	4,1	↓	8,7	8,1	≈
Leg. verts	1,3	3	↑	0,7	5,4	↑
Racines, Tubercules	9,8	8,9	↓	4,1	5,9	↑
Legumineuses	13,3	0,6	↓	14,5	1,2	↓
Fruits	5,9	3,5	↓	2,1	1,3	↓
Sucres	9,4	9,6	=			

(Villegas, 1982 ; INE, 1990)

Tableau 2. El Alto. Evolution de l'apport nutritionnel (en %) des principaux groupes d'aliments

Groupes d'aliments	Calories			Protéines		
	1982	1990	Evol.	1982	1990	Evol.
Cereales	36	42,8	↑	23	39,3	↑
Viande	6,1	4,5	↓	19	23,3	↑
Poisson	7,1	0,7	↓	23	4,3	↓
Mat. grasses	5,4	9,1	↑			
Lait oeufs	4	1,6	↓	6,7	3,5	↓
Lég. verts	0,7	2,9	↑	0,9	5,7	↑
Racines, Tubercules.	14,4	11,3	↓	6,5	8,1	↑
Legumineuses	9	0,4	↓	19	0,9	↓
Fruits	5,8	2,8	↓	1,9	1,1	≈
Sucres	9,3	10,5	↑			

(Villegas, 1982 ; INE, 1990)

Pour les deux villes de La Paz et El Alto (Tableau 1 et 2), les changements les plus importants concernent :

- l'augmentation considérable de l'apport énergétique et protéique fourni par le groupe des céréales, effet de la part essentielle prise par la consommation de pain. On n'observe donc pas l'évolution attendue, celle d'une stabilisation suivie d'une baisse, mais une continuité de la croissance,
- la diminution de l'apport en protéines d'origine animale, et en particulier une baisse de l'apport dû au poisson, aux produits laitiers et oeufs, corollaire d'une contraction des revenus car ce sont des produits relativement plus chers que la viande de boeuf,
- une certaine augmentation de l'apport des légumes verts, mais en faible proportion, imputable au développement de ces cultures péri-urbaines,

- une diminution considérable de l'apport des légumineuses (protéines) et, dans une moindre mesure, des fruits.

Grosso modo identiques dans les deux villes, ces évolutions sont cependant plus marquées à El Alto qu'à La Paz :

- la part relative des céréales dans l'apport nutritionnel y demeure plus élevée et a plus augmenté qu'à La Paz, notamment en ce qui concerne l'apport protéique (16,3 points d'augmentation contre 12,1)

- l'apport relatif en protéines d'origine animale diminue dans la même proportion (diminution de 17 points), mais celui des viandes augmente un peu à El Alto (constitué à 75 % de viande de "boeuf avec os" - la moins chère - (La Paz : 60 %), mais la consommation de poisson et surtout de laitages-oeufs diminue plus fortement qu'à La Paz.

- la diminution relative du rôle des légumineuses, considérable dans les deux cas, est encore plus nettement marquée à El Alto qu'à La Paz, leur apport protéique étant devenu quasi inexistant (en milieu rural de La Paz, les légumineuses apportent 6,8 % des protéines totales). La diminution peu s'explique à la fois par une augmentation du prix et par le temps considérable nécessaire à la cuisson, la hausse des prix des combustibles (kérosène ici) dissuadant les ménagères de les utiliser.

- l'augmentation relative de l'apport calorique des matières grasses est un peu plus forte à El Alto, probablement par la recherche d'un produit économiquement accessible compensant les restrictions précédentes.

- Un autre mode d'approvisionnement alimentaire

Les Ferias de Consumo Familiar inspirées de l'expérience du Venezuela menée depuis 1984 par le BIT (mais aussi au Brésil et en Colombie) et étendue à la Bolivie. Débuts en 1991.

Fonctionnement du système :

Les achats, réalisés auprès des paysans producteurs regroupés en coopératives, sont centralisés par la "Central de Cooperativas de La Paz" (CECOLAPAZ fondée en 1990) qui a pris en charge l'organisation de la vente (hebdomadaire). Achat au producteur au prix du marché, élimination des intermédiaires.

Originalité du système de vente :

- un prix unique moyen pour légumes verts et fruits, évalué chaque semaine,
- un self-service, les clients se servent et paient à la sortie,
- un paiement au poids, calculé en kilo, innovation dans les pratiques commerciales "populaires" du pays.

Tendance à la décentralisation et dissémination des *ferias de consumo* vers les quartiers populaires et à essaimage vers les autres principales villes (Santa Cruz, Sucre, Potosí).

Succès immédiat, tant auprès des producteurs que des consommateurs. A La Paz, 7 000 clients le premier jour, 15 000 la semaine suivante

Grande efficacité pour vente directe des fruits, légumes et viande. Niveau d'organisation relativement léger. Gestion efficiente.

Intérêt accordé à cette réalisation par la CEE dans le cadre de son appui à l'Etat dans la mise en place d'une stratégie de sécurité alimentaire en Bolivie.

Observation. L'initiative va à l'encontre d'une autre stratégie d'adaptation des ménages, celle de la multiplication du commerce vivrier informel dont vit une large part de la population urbaine. La question reste donc posée de l'importance réelle de l'impact négatif de ces *Ferias* sur cette catégorie d'intermédiaires, compte tenu du fait que leur fréquence n'est qu'hebdomadaire.

Le système rejoint les interventions étatiques ou para-étatiques classiques de court-circuitage des intermédiaires, aujourd'hui abandonnées un peu partout.

Le système paraît seulement possible et durable là où existe une grande dispersion des producteurs et des intermédiaires. L'est-il encore face à une forte concentration de la production et de la commercialisation (cas de la pomme de terre au Mexique) ?

2) En milieu rural :

Quelques stratégies d'adaptation des producteurs ruraux à une diminution de leurs ressources :

- retrait du marché
- migrations internationales et internes
- changement de rôle des femmes

- Le retrait du marché

Pour les ruraux, la crise se traduit concrètement par une diminution du pouvoir d'achat de leur production et/ou des revenus obtenus hors exploitation.

La parade consiste donc d'une part à réduire les achats ou à éviter ceux-ci, d'autre part soit à vendre moins qu'auparavant (retrait du marché et auto-consommation) en attendant des jours meilleurs, soit au contraire à vendre une plus grande part de la production pour compenser la diminution de sa valeur monétaire ou des revenus hors exploitation.

Ce type de stratégie est habituel de la part des producteurs, les sociétés les plus intégrées au marché étant aussi les plus vulnérables aux crises.

"L'intensification du travail fourni (parfois en dehors de la communauté en émigration), la priorité donnée à l'autoconsommation (souvent au détriment des échanges), l'augmentation du troc et la réduction au minimum de l'utilisation et surtout de la thésaurisation du peso bolivien (quasi troc, achat de monnaie étrangère), le recours à l'entraide familiale et communautaire (pour l'alimentation, le travail et le groupement des achats) ont été les principales stratégies utilisées par la grande majorité des familles paysannes des communautés enquêtées, pour affronter la crise qui les frappe" (Laure, 1987).

Dans la zone rurale du département de La Paz, l'auto-consommation constitue 60,5 % de la consommation alimentaire totale, cette proportion variant selon les groupes d'aliments considérés (Villegas *et al.*, 1995). Des observations similaires ont été faites au Pérou, où plus de la moitié des produits consommés dans les communautés du Haut Cañete provient de la production familiale et où parfois plus de la moitié de l'approvisionnement alimentaire est obtenue par le système du troc (Delgado, 1991).

Un tel évitement de recours au marché a pour conséquence la pratique de cultures risquées, réalisées dans des conditions climatiques ou pédologiques limites, et avec des rendements fatalement très faibles. Economiquement "irrationnelle", cette pratique permet à la famille paysanne de garder une relative indépendance économique grâce à laquelle elle échappe aux intermédiaires, car ici, "le marché" ne signifie rien d'autre que l'emprise (accrue en cas de crise) des *vecinos* du village (notables usuriers), intermédiaires obligés parce qu'en situation de monopole. Ainsi, *"beaucoup de familles expliquent qu'elles ont augmenté leur autoconsommation au détriment des échanges, réduit leur train de vie, limité au minimum leurs ventes et surtout leurs achats, de même que d'autres dépenses monétaires telles les frais de transport"* (Laure, *op.cit.*).

Cependant le recours au marché pour la vente des produits s'avère plus difficilement évitable, tant sont impératifs les besoins en liquidités même en milieu rural, et bien que ce recours ne signifie pas nécessairement "profit", ce dont le paysan a pleinement conscience.

Dans le même ordre d'idées, la "crise" apparaît comme un frein à la "modernisation" de l'agriculture, ou tout au moins à son évolution vers une spécialisation, dans la mesure où les investissements consentis ne peuvent pas être rentabilisés ni les emprunts obtenus pour cette "modernisation" remboursés (la suppression des banques agricoles a d'ailleurs retiré au petit producteur toute possibilité d'emprunt).

- Les migrations rurales

Internationales

Tradition relativement ancienne en Bolivie comme dans nombreux autres pays d'Amérique latine. Une évaluation sous-estimée : 6 % de la population hors du pays au dernier recensement (1992). Ne concerne pas seulement des migrants d'origine urbaine. Dans certaines zones rurales, l'émigration internationale est plus importante que déplacements internes. Émigrations vers l'Argentine, mais aussi de plus en plus vers des destinations plus lointaines: États-Unis, Israël, Japon.

La migration vers l'Argentine, la plus ancienne, fait office de régulateur des crises économiques boliviennes (Cortes, 1995). On observe une hausse très nette des entrées en Argentine à partir des années 1980, années de l'hyper-inflation et d'une crise de l'agriculture due à de mauvaises conditions climatiques. Les années 1984-85 (celles du début de l'ajustement) correspondent également à une hausse des entrées, mais les données manquent pour suivre la corrélation plus avant.

Internes

Vers le Chaparé : zone de colonisation agricole puis, à partir des années 1976-78, de production de la coca avec participation aux premières phases du processus de transformation en vue de la cocaïne. Attraction pour les paysans pauvres mais aussi pour les mineurs licenciés et les citadins sans emploi ou sous-employés.

Les pics de l'émigration (estimés en fonction du volume de la population du Chaparé) se situent en 1985-86 et en 1988-89, puis on observe une chute de la population migrante.

Coincidence de plusieurs facteurs explicatifs : mesures d'ajustement, mais aussi rôle dissuasif de la répression armée et des campagnes d'éradication menées par le gouvernement, et aussi influence des variations du prix de la cocaïne sur le marché international.

Caractère réversible de ces flux migratoires. Migrations saisonnières et intégration de Chaparé à l'espace du production agricole habituel : *"malgré les conditions apparemment défavorables pour miser sur la production de coca, [les paysans] orientent toute leur logique quotidienne de façon à pouvoir accéder aux terres du Chaparé. Non seulement les flux de migration temporaire semblent se maintenir, mais la plupart des familles cherchent à acheter des terres dans les parties basses [i.e. le Chaparé]. En réalité, si le contrôle du trafic a bien provoqué un retour des colons sur leur terre d'origine, il n'a pas provoqué un franc repli des populations"*(Cortes, *op.cit.*).

Donc une position d'attente et aussi une stratégie de dédoublement de l'espace de production agricole.

- Le changement du rôle des femmes sur l'exploitation paysanne

Du fait de l'émigration de la main-d'oeuvre masculine, émigration interne (villes, Chaparé) et/ou internationale. Les femmes passent du statut de travailleur familial non-rémunéré à celui de responsable de l'exploitation.

Importance du rôle des femmes dans le maintien des exploitations agricoles.

Quand il s'agit d'une émigration courte, le mari rentre pour les gros travaux ; dans les cas d'une émigration longue, la femme, ne pouvant répondre à tout, doit mettre en sommeil une partie des terres ou bien engager des salariés agricoles : l'une et l'autre solution constituent un risque pour l'équilibre économique de l'exploitation.

Autre solution : le recours renouvelé aux pratiques traditionnelles andines de "prêt de la parcelle" moyennant un partage de la récolte, dans la mesure où d'autres producteurs locaux peuvent y répondre.

Conclusions

Les risques inhérents aux stratégies d'adaptation choisies :

Pour les consommateurs urbains : celui d'une détérioration de leur état nutritionnel.

Pour les producteurs ruraux : celui d'une fragilisation de l'exploitation agricole soit par le recours à un revenu nécessairement aléatoire, celui de la coca, soit à cause d'une émigration qui en compromet le fonctionnement normal.